

**Accord collectif**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON CADRES  
DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,  
RURAUX ET FORESTIERS  
(Languedoc-Roussillon et Vaucluse)  
(27 août 2009)**

(Étendu par arrêté du 11 mars 2010,  
*Journal officiel* du 19 mars 2010)

**AVENANT N° 3 DU 27 AVRIL 2016  
À L'ACCORD DU 27 AOÛT 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : AGRS1797017M

Entre

Fédération régionale des entrepreneurs des territoires du Languedoc-Roussillon

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Vaucluse

D'une part, et

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation du Languedoc-Roussillon  
(FGTA) FO

Fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC-Agri

Fédération générale agroalimentaire CFDT

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Suite à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions législatives et à la révision de l'accord national du 10 juin 2008 « sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance », les partenaires sociaux signataires du présent avenant ont convenu de rattacher le régime de complémentaire santé des salariés agricoles non cadres de la région Languedoc-Roussillon et du département du Vaucluse à l'accord national précité.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

*Abrogation des dispositions de l'accord collectif du 27 août 2009  
et renvoi aux dispositions de l'accord national du 10 juin 2008*

Les dispositions de l'accord collectif du 27 août 2009 relatif à la mise en place d'un régime de protection sociale complémentaire santé en agriculture au bénéfice des salariés agricoles non cadres de la région Languedoc-Roussillon et du département du Vaucluse sont intégralement abrogées.

La complémentaire santé est régie directement par les dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 précité (dispositions générales et dispositions relatives au dispositif frais de santé), sauf dispositions particulières prévues aux articles ci-après.

Les dispositions sont les suivantes :

« Article 1<sup>er</sup>

#### *Champ d'application*

##### Champ d'application professionnel

Le présent accord est applicable à l'ensemble des salariés non cadres définis à l'accord national et dont les employeurs (exploitations et entreprises agricoles de la région Languedoc-Roussillon et du département du Vaucluse) relèvent des activités définies ci-dessous par référence à la nomenclature des activités française de 2008 (NAF) :

- 01.61Z Activités de soutien aux cultures effectuées pour le compte de tiers ;
- 01.62Z Activités de soutien à la production animale effectuées pour le compte de tiers ;
- 02.40Z Services de soutien à l'exploitation forestière pour le compte de tiers ;
- 36.00Z Captage, traitement et distribution d'eau pour le compte de particuliers (ménages ou entreprises) ;
- 43.12A Démolition et travaux préparatoires pour le compte de tiers.

##### Champ d'application territorial

Le présent accord concerne les salariés non cadres des entreprises qui relèvent de la convention collective des entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers de la région Languedoc-Roussillon et du département du Vaucluse du 25 mars 1996.

### **Article 2**

*Choix du niveau de remboursement. – Dispositif frais de santé collectif*

Par dérogation à l'annexe I de l'accord national du 10 juin 2008, le dispositif frais de santé applicable à l'accord collectif du 27 août 2009 est le suivant :

Le socle national minimum obligatoire et l'option nationale n° 1.

Ces niveaux de remboursements sont obligatoires pour les entreprises définies au champ d'application du présent accord et pour leurs salariés.

### **Article 3**

#### *Structure tarifaire*

La structure tarifaire applicable par chaque entreprise est la suivante : isolé/famille. »

### **Article 2**

Le présent avenant prendra effet au 1<sup>er</sup> jour du trimestre suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### **Article 3**

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé à l'unité territoriale de l'Hérault de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, 615, boulevard d'Antigone, CS 19002, 34064 Montpellier Cedex.

Fait à Montpellier, le 27 avril 2016.

(Suivent les signatures.)